

25^{ème} sommet Afrique - France

Le 25^{ème} Sommet Afrique - France s'est tenu à Nice les 31 mai et 1er juin 2010. Les 51 États africains représentés et la France ont appelé à une réforme de la gouvernance mondiale, notamment du conseil de sécurité des Nations unies, et se sont engagés à renforcer leur coopération en matière de sécurité et de lutte contre le réchauffement climatique. La déclaration finale soutient également le principe d'une taxe sur certaines transactions financières internationales au profit du développement et de la lutte contre le changement climatique. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont par ailleurs souligné l'enjeu prioritaire de la sécurité alimentaire mondiale et ont appelé à une exploitation durable des ressources halieutiques, vivrières et agricoles africaines. Ils ont convenu de travailler conjointement « à un mécanisme visant à lutter contre la volatilité du cours des matières premières agricoles et à renforcer la sécurité alimentaire ». Enfin, la France a, à nouveau (Cf. [Lettre hebdo n°253](#)), annoncé la constitution d'un Fonds d'investisseurs, le Fonds pour l'Agriculture africaine, destiné à soutenir le développement des projets agricoles en Afrique et la distribution des denrées alimentaires. Ce fonds mobilisera une enveloppe de 120 millions de dollars et pourrait atteindre à terme 300 millions de dollars.

Fléchissement des prix des denrées agricoles

Les cours internationaux des principales denrées alimentaires de base ont reculé durant les cinq premiers mois de 2010, selon le rapport semestriel [Perspectives de l'alimentation](#), publié le 3 Juin par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce rapport présente les premières estimations de la FAO sur le commerce, les stocks et l'utilisation de céréales au cours de la prochaine campagne 2010/11. Selon cette étude, la nouvelle campagne devrait être « confortable », avec une production mondiale en 2010 proche du record de 2008, et des stocks céréaliers mondiaux en hausse pour la troisième campagne consécutive. Les experts de la FAO notent que l'accroissement de la production ne sera pas limité aux pays exportateurs mais que de nombreux pays importateurs devraient connaître des récoltes exceptionnelles. Malgré ce fléchissement des prix, le coût global des importations vivrières devrait atteindre 921 milliards de dollars en 2010, soit 11% de plus qu'en 2009. Cette hausse s'explique par des dépenses plus élevées de produits non céréaliers et par la hausse des coûts du fret. En conséquence, le coût d'achat des denrées sur le marché international pour les pays moins avancés et, pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier devrait augmenter respectivement de l'ordre de 10 et de 14 % par rapport à l'an dernier.

Rapport sur les progrès en Afrique : valoriser les ressources de l'Afrique pour le bénéfice des africains

L'Africa Progress Panel, un groupe indépendant présidé par Koffi Annan, a présenté le 25 Mai son [rapport annuel](#) sur les progrès accomplis en Afrique depuis 2005 et les opportunités qui s'offrent au continent. M. Annan a expliqué que « l'avenir de l'Afrique est entre ses propres mains, mais son succès dans la gestion de ses propres affaires dépend de politiques d'encouragement et d'accords globaux ». Si l'Afrique ne manque ni de ressources, ni de connaissances, ni de projets, d'après l'ancien secrétaire général des Nations unies, « le progrès réside avant tout dans la mobilisation de la volonté politique, sur le continent comme au plan international ». Pour les auteurs, « de remarquables progrès dans de nombreux domaines » ont été réalisés depuis 2005, mais « plusieurs reculs, divers problèmes chroniques et les effets de la crise économique mondiale et du changement climatique se sont conjugués pour compromettre ces gains obtenus ». D'après eux, la crise a ainsi mis en évidence un certain nombre de tendances inquiétantes : une inégalité grandissante, des revers dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement et une insécurité alimentaire croissante.

Sur le plan agricole, le rapport souligne que depuis 5 ans « la transformation de l'agriculture africaine s'est un peu accélérée » mais que d'énormes problèmes demeurent. L'Africa Progress Panel appellent les gouvernements africains, avec l'appui de la communauté internationale, à atteindre l'objectif de la déclaration de Maputo de 2003, affecter au moins 10 % de leur budget à l'agriculture. Actuellement, seuls huit pays¹ atteignent cet objectif tandis qu'une majorité des gouvernements n'y consacrent pas plus de 4 %. Pour les auteurs, les progrès sont insuffisants dans de nombreux domaines comme l'utilisation efficace des sols, l'investissement dans les infrastructures rurales, la préservation des ressources naturelles, l'amélioration des marchés intérieurs, l'ouverture aux marchés internationaux et la réduction de la vulnérabilité des petits agriculteurs. Enfin, le rapport s'inquiète de l'augmentation des acquisitions massives de terre qui risquent d'aggraver encore l'insécurité alimentaire en Afrique et juge important « de veiller à ce que ces transactions soient équitables et transparentes et de concevoir des garanties efficaces dans la législation nationale ».

¹ Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Guinée, Malawi, Mali, Niger et Sénégal